

des faussaires, ainsi que la saisie des matières et instrumens de faux.

546. La loi excepte pareillement de toute peine celui qui, étant complice d'une fabrication de fausse monnaie métallique ou autre, procure de son propre mouvement, après qu'elle est dénoncée, l'arrestation des faussaires et la saisie des matières et instrumens de faux.

547. Les dispositions des deux articles précédens s'appliquent aux complices de fabrication de fausse monnaie métallique ou autre, entreprise hors de France, qui la dénonceraient, soit aux autorités constituées en France même, soit aux agens de la République près les gouvernemens étrangers, ou qui procureraient l'arrestation des faussaires et la saisie des matières et instrumens de faux.

(105) ANCIEN ART. 139. Ceux qui auront contrefait le sceau de l'État ou fait usage du sceau contrefait;—Ceux qui auront contrefait ou falsifié, soit des effets émis par le trésor royal avec son timbre, soit des billets de banques autorisées par la loi, ou qui auront fait usage de ces effets ou billets contrefaits ou falsifiés, ou qui les auront introduits dans l'enceinte du territoire français,—Seront punis de mort et leurs biens seront confisqués.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. VI.

ART. 2. Quiconque sera convaincu d'avoir contrefait des papiers nationaux ayant cours de monnaie, ou d'avoir contribué sciemment à l'exposition desdits papiers contrefaits, ou à leur introduction dans l'enceinte du territoire français, sera puni de mort.

3. Quiconque sera convaincu d'avoir contrefait le sceau de l'État, sera puni de quinze années de fers.

L. 24 germ. an XI [14 avril 1803], relative à la Banque de France.

ART. 36. Les fabricateurs de faux billets, soit de la Banque de France, soit des banques de départemens, et les falsificateurs de billets émis par elle, seront assimilés aux faux monnayeurs, poursuivis, jugés et condamnés comme tels.

curase la aprehension de los falsificadores, así como el secuestro de las materias é instrumentos de la falsificacion.

546. La ley exceptúa igualmente de toda pena al que, siendo cómplice de una fábrica de moneda falsa metálica ó de otra especie, procure de motupropio, despues que sea denunciada, la aprehension de los falsificadores y el secuestro de los materiales é instrumentos de la falsificacion.

547. Las disposiciones de los dos artículos anteriores, se aplicarán á los cómplices de la falsificacion de moneda falsa metálica ó de otra especie, emprendida fuera de Francia, que la denunciaren, ya á las autoridades constituidas en la misma Francia, ó ya á los agentes de la República cerca de los gobiernos extranjeros, ó que procuren la aprehension de los falsificadores y el secuestro de las materias é instrumentos de la falsificacion.

(105) ANTIGUO ART. 139. Los que hayan falsificado el sello del Estado, ó hayan hecho uso del sello contrahecho; los que hayan contrahecho ó falsificado, ya créditos emitidos por el tesoro real con su timbre, ya billetes de banco autorizados por la ley, ó que hayan hecho uso de estos créditos ó billetes contrahechos ó falsificados, ó que los hayan introducido en el recinto del territorio frances, serán castigados con la muerte y sus bienes confiscados.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion VI.

ART. 2. Cualquiera que sea convencido de haber falsificado papeles nacionales, que tengan el curso de la moneda, ó de haber contribuido á sabiendas, á la esposicion de dichos papeles falsificados ó á su introduccion en el recinto del territorio frances, será castigado con la muerte.

3. Cualquiera que sea convencido de haber falsificado el sello del Estado, será castigado con quince años de cadena.

L. 24 germinal año XI [14 de Abril de 1803], relativa al banco de Francia.

ART. 36. Los fabricantes de billetes falsos, ya de la banca de Francia ó ya de bancas de los departamentos y los falsificadores de billetes emitidos por ella, se considerarán asimilados á los monederos falsos, perseguidos, juzgados y sentenciados como tales.

(106) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. VI.

ART. 4. Quiconque sera convaincu d'avoir contrefait le timbre national, sera puni de douze années de fers.

5. Quiconque sera convaincu d'avoir contrefait le poinçon servant à marquer l'or et l'argent, ou les marques apposées au nom du gouvernement sur toute espèce de marchandises, sera puni de dix années de fers.

(107) ANCIEN ART. 143. Sera puni du carcan, quiconque... [*Le reste comme le texte actuel*].—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(108) ANCIEN ART. 144. Les dispositions des articles 136, 137 et 138, sont applicables aux crimes mentionnés dans l'article 139.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(109) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. V.

ART. 15. Tout fonctionnaire ou officier public qui sera convaincu de s'être rendu coupable du crime de faux, dans l'exercice de ses fonctions, sera puni de la peine des fers pendant vingt ans.

(110) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 41. Quiconque sera convaincu d'avoir, méchamment et à dessein de nuire à autrui, commis le crime de faux, sera puni ainsi qu'il suit.

43. Si ledit crime de faux est commis en lettres de change et autres effets de commerce ou de banque, la peine sera de six années de fers.

44. Si ledit crime de faux est commis en écritures authentiques et publiques, la peine sera de huit années de fers.

(111) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 45. Quiconque aura commis le crime de faux, ou aura fait usage d'une pièce qu'il savait être fausse, sera puni des peines portées ci-dessus contre chaque espèce de faux.

(112) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. II, sect. II.

ART. 41.—P. 147 note.

42. Si ledit crime de faux est commis en écri-

(106) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion VI.

ART. 4. Cualquiera que sea convencido de haber falsificado el timbre nacional, será castigado con doce años de cadena.

5. Cualquiera que sea convencido de haber falsificado el punzon que sirve para marcar el oro y la plata, ó las marcas que se ponen en nombre del gobierno en toda especie de mercancías, será castigado con diez años de cadena.

(107) ANTIGUO ART. 143. Será castigado con la pena de argolla, cualquiera... [lo demas como el texto actual].—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(108) ANTIGUO ART. 144. Las disposiciones de los artículos 136, 137 y 138, son aplicables á los crímenes mencionados en el artículo 139.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(109) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion V.

ART. 15. Todo funcionario ó empleado público que sea convencido de haberse hecho culpable del crimen de falsedad en el ejercicio de sus funciones, será castigado con la pena de cadena, por espacio de veinte años.

(110) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, seccion II.

ART. 41. Cualquiera que sea convencido de haber cometido el crimen de falsedad, malignamente y con objeto de perjudicar á otro, se castigará como sigue:

43. Si dicho crimen de falsedad se cometiere en letras de cambio y otros efectos de comercio ó de banco, la pena será de seis años de cadena.

44. Si dicho crimen de falsedad, se cometiere en escritos auténticos y públicos, la pena será de ocho años de cadena.

(111) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. II, seccion II.

ART. 45. Cualquiera que haya cometido el crimen de falsedad ó que haya hecho uso de un documento que supiere ser falso, será castigado con las penas señaladas arriba para cada especie de falsedad.

(112) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a tit. II, seccion II.

ART. 41.—P. 147 nota.

42. Si dicho crimen de falsedad se cometiere en

ture privée, la peine sera de quatre années de fers.

(113) DÉCR. 1^{er} fév.—28 mars 1792, relatif aux passeports.

ART. 17. Tout Français qui prendra un nom supposé dans un passe-port, sera renvoyé à la police correctionnelle, qui le condamnera à un emprisonnement qui ne pourra être moindre de trois mois, ni excéder une année.

L. 17 vent. an IV [7 mars 1796], contenant des mesures pour empêcher les délivrances des passeports sous des noms supposés.

ART. 1^{er}. Les membres des administrations et autorités chargées par les lois de la délivrance des passe-ports, n'en donneront qu'aux citoyens qu'ils connaîtront personnellement: s'ils ne les connaissent pas, ils ne les délivreront que sur l'attestation de deux citoyens connus, dont les noms seront désignés dans le passe-port qu'ils seront tenus de signer; et s'ils ne savent pas signer, il en sera fait mention.

2. Les fonctionnaires publics qui contreviendraient à l'article précédent, seront destitués de leurs fonctions, et punis, par voie de police correctionnelle, d'un emprisonnement qui ne pourra être moindre de trois mois ni excéder une année.

3. Les témoins qui attesteraient un nom supposé, dans un passe-port, les logeurs, aubergistes ou maîtres de maisons garnies qui inscriraient sur leurs registres des noms qu'ils savent n'être pas ceux des individus logés chez eux, les citoyens qui certifieraient ces déclarations par-devant les autorités constituées, seront punis des mêmes peines.

(114) ANCIEN ART. 164. Dans tous les cas où la peine du faux n'est point accompagnée de la confiscation des biens, il sera prononcé.—*Modifié*, Ch. 57.

(115) ANCIEN ART. 165. La marque sera infligée à tout faussaire condamné soit aux travaux forcés à temps, soit même à la réclusion.—*Abrogé*, L. 23 avril 1832, art. 12.

(116) C. D. P. 3 brum. an IV [25 oct. 1795].

ART. 641. Il y a forfaiture de la part des juges, lorsque, dans les cas déterminés et précisés par la loi seulement, ils commettent quelque délit ou crime dans l'exercice de leurs fonctions.

144.—P. 127 note

escrito privado, la pena será de cuatro años de cadena.

(113) DECRETO de 1^o de Febrero—28 de Marzo de 1792, relativo á pasaportes.

ART. 17. Todo frances que tome un nombre supuesto en un pasaporte, será consignado á la policía correccional, la que lo condenará á una prision que no podrá ser menor de tres meses, ni exceder de un año.

L. 17 ventoso año IV [7 de Marzo de 1796], que contiene medidas para impedir la expedicion de pasaportes, bajo nombres supuestos.

ART. 1^o. Los miembros de las administraciones y autoridades encargadas por las leyes de la expedicion de pasaportes, no los darán sino á los ciudadanos á quienes conozcan personalmente: si no los conocieren no los expedirán, sino mediante la atestacion de dos ciudadanos conocidos, cuyos nombres serán designados en el pasaporte que tendrán obligacion de firmar, y si no supieren, se hará mencion de ello.

2. Los funcionarios públicos que contravinieren al artículo anterior, serán destituidos de sus funciones y castigados, por via de policia correccional, con una prision que no podrá ser menor de tres meses ni exceder de un año.

3. Los individuos que atestaren un nombre supuesto en un pasaporte, los huéspedes, los hoteleros ó dueños de casas amuebladas que inscribieren en sus registros, nombres que supiesen que no eran los de los individuos alojados en sus casas, los ciudadanos que certificaren estas declaraciones ante las autoridades constituidas, serán castigados con las mismas penas.

(114) ANTIGUO ART. 164. Se pronunciará la pena de confiscacion de bienes en todos los casos en que no se espesare junto con la de la falsedad.—*Modificado*, C. 57.

(115) ANTIGUO ART. 165. Se infligirá la marca á todo falsario condenado á trabajos forzados por tiempo ó á la reclusion.—*Derogado*, L. de 23 de Abril de 1832, art. 12.

(116) C. D. P. 3 brumario año IV [25 de Octubre de 1795].

ART. 641. Hay prevaricacion por parte de los jueces, cuando en los casos precisados y determinados solo por la ley, cometieren algun delito ó crimen en el ejercicio de sus funciones.

144.—P. 127 nota.

(117) C. D. P. 3 brum. an IV [25 oct. 1795].

ART. 643. Cette peine est indépendante de celles qui sont établies par les lois pénales: elle se prononce cumulativement avec celles portées contre les différens délits ou crimes; elle se prononce seule lorsqu'il n'y en a pas d'autre décernée par la loi.

(118) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. V.

ART. 11. Tout fonctionnaire public qui sera convaincu d'avoir détourné les deniers publics dont il était comptable, sera puni de la peine de quinze années de fers.

12.—P. 173 note.

(119) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. V.

ART. 12. Tout fonctionnaire ou officier public qui sera convaincu d'avoir détourné ou soustrait des deniers, effets, actes, pièces ou titres dont il était dépositaire à raison des fonctions publiques qu'il exerce, et par l'effet d'une confiance nécessaire, sera puni de la peine de douze années de fers.

(120) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. V.

ART. 14. Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne comise à la perception des droits et contributions publiques, qui sera convaincu d'avoir commis par lui ou par ses préposés, le crime de concussion, sera puni de la peine de six années de fers, sans préjudice de la restitution des sommes reçues illégitimement.

(121) L'article actuel est conforme à l'ancien article 177 (abrogé par l'article 12 de la loi du 28 avril 1832), à l'exception que ces mots: *sera puni de la dégradation civique*, ont remplacé ceux-ci: *sera puni du carcan*.

(122) ANCIEN ART. 178. Dans le cas où la corruption aurait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que celle du carcan, cette peine plus forte sera appliquée aux coupables.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(123) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. V.

ART. 9. Tout juré après le serment prêté, tout

(117) C. D. P. 3 brumario año IV [25 de Octubre de 1795].

ART. 643. Esta pena es independiente de las que están establecidas por las leyes penales: se pronuncia cumulativamente con las señaladas contra los diferentes delitos ó crímenes, y se aplica solo cuando no hay otra determinada por la ley.

(118) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a tit. I, seccion V.

ART. 11. Todo funcionario público que sea convencido de haber ocultado los caudales públicos de que era responsable, se castigará con la pena de quince años de cadena.

12.—P. 173 nota.

(119) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a tit. I, seccion V.

ART. 2. Todo funcionario ó empleado público que sea convencido de haber ocultado ó substraído caudales, créditos, autos, documentos ó títulos de que era depositario, por razon de las funciones públicas que ejercia y por efecto de una confianza necesaria, será castigado con la pena de doce años de cadena.

(120) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion V.

ART. 14. Todo funcionario ó empleado público, toda persona comisionada para la percepción de derechos y contribuciones públicas, que sea convencido de haber cometido por sí mismo ó por sus encargados el crimen de concussion, será castigado con la pena de seis años de cadena, sin perjuicio de la restitution de las cantidades recibidas ilegítimamente.

(121) El artículo actual está conforme con el antiguo 177 (derogado por el artículo 12 de la ley de 28 de Abril de 1832), á escepcion de estas palabras: *será castigado con la degradacion civica*; han reemplazado á éstas: *será castigado con la argolla*.

(122) ANTIGUO ART. 178. En el caso en que la corrupcion tuviere por objeto un hecho criminal que mereciese una pena mas grave que la de la argolla, esta pena mas grave se aplicará á los culpables.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(123) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion V.

ART. 9. Todo jurado, despues de prestado el

juge criminel, tout officier de police en matière criminelle, qui sera convaincu d'avoir, moyennant argent, présent ou promesse, trafiqué de son opinion, sera puni de la peine de vingt années de gêne.

(124) ANCIEN ART. 184. Tout juge, tout procureur général ou du Roi, tout substitut, tout administrateur, ou tout autre officier de justice ou de police, qui se sera introduit dans le domicile d'un citoyen hors les cas prévus par la loi et sans les formalités qu'elle a prescrites, sera puni d'une amende de seize francs au moins et de deux cents francs au plus.—*Abrogé*, L. 23 avril 1832, art. 12.

(125) ANCIEN ART. 187. Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du gouvernement ou de l'administration des postes, sera punie d'une amende de seize francs à trois cents francs. Le coupable sera, de plus, interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. III.

ART. 23. Quiconque sera convaincu d'avoir volontairement et sciemment supprimé une lettre confiée à la poste, ou d'en avoir brisé le cachet et violé le secret, sera puni de la peine de la dégradation civique.—Si le crime est commis, soit en vertu d'un ordre émané du pouvoir exécutif, soit par un agent du service des postes, le ministre qui en aura donné ou contre-signé l'ordre, quiconque l'aura exécuté, ou l'agent du service des postes qui, sans ordre, aura commis ledit crime, sera puni de la peine de deux ans de gêne.

NOTA. L'article 638 du Code des délits et des peines du 3 brum. an IV statue de même.

(126) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. V.

ART. 1^{er}. Tout agent du pouvoir exécutif ou fonctionnaire public quelconque, qui aura employé ou requis l'action de la force publique dont la disposition lui est confiée, pour empêcher l'exécution d'une loi, ou la perception d'une contribution légitimement établie, sera puni de la peine de la gêne pendant dix années.

juramento, todo juez criminal, todo empleado de policía en materia criminal, que sea convencido de haber traficado con su opinion, mediante dinero, obsequio ó promesa, será castigado con la pena de veinte años de mortificación.

(124) ANTIGUO ART. 184. Todo juez, todo procurador general ó del Rey, todo sustituto, todo administrador ó cualquiera otro empleado de justicia ó de policía, que se hubiere introducido en el domicilio de un ciudadano, fuera de los casos previstos por la ley y sin las formalidades que ha prescrito, será castigado con una multa de diez y seis francos por lo ménos y de doscientos á lo mas.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(125) ANTIGUO ART. 187. Toda supresion, toda apertura de cartas confiadas al correo, cometida ó facilitada por un funcionario ó agente del gobierno ó de la administracion de correos, será castigada con una multa de diez y seis á trescientos francos. El culpable será ademas, suspenso de toda función ó empleo público, durante cinco años á lo menos y diez á lo mas.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion III.

ART. 23. Cualquiera que sea convencido de haber suprimido voluntariamente y á sabiendas, una carta confiada á la estafeta ó de haber roto su sello y violado el secreto, será castigado con la pena de degradacion cívica.—Si el crimen se hubiere cometido, ya en virtud de una orden emanada del poder ejecutivo ó ya por un agente del servicio de correos, el ministro que haya dado ó refrendado la orden, cualquiera que la haya ejecutado, ó el agente del servicio de correos que, sin orden, haya cometido dicho crimen, será castigado con la pena de dos años de mortificación.

NOTA. El artículo 638 del Código de delitos y penas de 3 brumario año IV, previene lo mismo.

(126) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion V.

ART. 1^o. Todo agente del poder ejecutivo, todo funcionario público cualquiera que haya empleado ó requerido la accion de la fuerza pública, cuya disposicion se le haya confiado, para impedir el cumplimiento de una ley ó la percepcion de una contribucion legitimamente establecida, será castigado con la pena de mortificación durante diez años.

2. Tout agent du pouvoir exécutif, tout fonctionnaire public quelconque, qui aura employé ou requis l'action de la force publique dont la disposition lui est confiée, pour empêcher l'exécution d'un jugement, mandat ou ordonnance de justice, ou d'un ordre émané d'officiers municipaux de police ou de corps administratifs, ou pour empêcher l'action d'un pouvoir légitime, sera puni de la peine de six années de détention.—Le supérieur qui le premier aura donné lesdits ordres en sera seul responsable, et subira la peine portée au présent article.

(127) ANCIEN ART. 189. Si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet, la peine sera la déportation.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(128) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. V.

ART. 3. Si, par suite et à l'occasion de la résistance mentionnée aux deux précédens articles, il survient un attroupement séditieux de la nature de ceux désignés aux articles 4, 5 et 6 de la précédent section (P. 210 note, 216 note), l'agent du pouvoir exécutif ou le fonctionnaire public en sera responsable, ainsi que des meurtres, violences et pillages auxquels cette résistance aura donné lieu, et il sera puni des peines prononcées contre les séditieux et les auteurs des meurtres, violences et pillages.

(*) L. 30 août 1830, relative au serment des fonctionnaires publics.

ART. 1^{er}. Tous les fonctionnaires publics dans l'ordre administratif et judiciaire, les officiers des armées de terre et de mer, seront tenus de prêter le serment dont la teneur suit:—“Je jure fidélité au Roi des Français, obéissance á la Charte constitutionnelle et aux lois du Royaume.” Il ne pourra être exigé d'eux aucun autre serment, si ce n'est en vertu d'une loi.

(129) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. V.

ART. 6. Tout fonctionnaire public révoqué ou destitué, suspendu ou interdit par l'autorité supérieure qui avait ce droit; tout fonctionnaire public, électif et temporaire, après l'expiration de ses pouvoirs, qui continuerait l'exercice des mêmes fonctions publiques, sera puni de la peine de deux années de gêne.—Si, par suite et à l'occa-

2. Todo agente del poder ejecutivo, todo funcionario público cualquiera que haya empleado ó requerido la accion de la fuerza pública, cuya disposicion se le haya confiado, para impedir la ejecucion de una sentencia, mandato ú orden de justicia, ó de una orden emanada de empleados municipales de policía ó de cuerpos administrativos, ó para impedir la accion de un poder legítimo, será castigado con la pena de seis años de detencion.—El superior que haya sido el primero en dar dichas órdenes, será el solo responsable de ellas, y sufrirá la pena que espresa el precedente artículo.

(127) ANTIGUO ART. 189. Si esta requisicion ó esta orden hubiere sido ejecutada, la pena será de deportacion.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(128) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion V.

ART. 3. Si á consecuencia y con motivo de la resistencia mencionada en los dos artículos anteriores, sobreviniere un motin sedicioso de la naturaleza de los designados en los artículos 4, 5 y 6, de la anterior seccion (P. 210 nota, 216 nota), el agente del poder ejecutivo ó el funcionario público será responsable de él, así como de los asesinatos, violencias y pillajes á que haya dado lugar esta resistencia, y será castigado con las penas pronunciadas contra los sediciosos y los autores de asesinatos, violencias y pillajes.

(*) L. de 30 de Agosto de 1830, relativa al juramento de los funcionarios públicos.

ART. 1^o. Todos los funcionarios públicos en el orden administrativo y judicial, los oficiales de los ejércitos de mar y tierra, estarán obligados á prestar el juramento del tenor siguiente.—“Juro fidelidad al Rey de los Franceses, obediencia á la Carta constitucional y á las leyes del Reino.” No podrá exigirse de ellos ningun otro juramento, si no es en virtud de una ley.

(129) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion V.

ART. 6. Todo funcionario público reprobado ó destituido, suspenso ó interdicto por la autoridad superior que tuviese este derecho; todo funcionario público, electivo y temporal, que continuase en el ejercicio de las mismas funciones públicas despues del término de sus poderes, será castigado con la pena de dos años de mortificación.—Si

sion de sa résistance, il survient un attroupement de la nature de ceux mentionnés aux articles 4, 5 et 6 (P. 210 note, 216 note) de la précédente section, meurtres ou autres crimes, ledit fonctionnaire public en sera responsable, et subira les peines portées contre les séditeux et les auteurs des meurtres et autres crimes qui auront été commis.

(130) L'ancien article 198, abrogé par l'article 12 de la loi du 28 avril 1832, ne différerait du texte actuel que par les alinéas 3 et 4 ainsi conçus:

"Et s'il s'agit de crimes emportant peine afflictive, ils seront condamnés, savoir: à la réclusion, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine du bannissement ou du carcan;—Aux travaux forcés à temps, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine de la réclusion."

(131) L'ancien article 200, abrogé par l'art. 12 de la loi du 28 avril 1832, ne différerait du texte actuel que par son dernier alinéa ainsi conçu: "Et pour la seconde, de la déportation."

(132) DÉCR. 7 vend. an IV [29 sept. 1795], sur l'exercice et la police extérieure des cultes.

ART. 22. Tout ministre d'un culte qui, hors de l'enceinte de l'édifice destiné aux cérémonies ou exercices d'un culte, lira ou fera lire dans une assemblée d'individus, ou qui affichera ou fera afficher, distribuera ou fera distribuer un écrit émané ou annoncé comme émané d'un ministre de culte qui ne sera pas résidant dans la République française, ou même d'un ministre de culte résidant en France qui se dira délégué d'un autre qui n'y résidera pas, sera, indépendamment de la teneur dudit écrit, condamné à six mois de prison, et, en cas de récidive, à deux ans.

23. Sera condamné à la gêne à perpétuité tout ministre de culte qui commettra un des délits suivants, soit par ses discours, ses exhortations, prédications, invocations ou prières, en quelque langue que se puisse être, soit en lisant, publiant, affichant, distribuant, ou faisant lire, publier, afficher et distribuer dans l'enceinte de l'édifice destiné aux cérémonies, ou à l'extérieur, un écrit dont il sera ou dont tout autre sera l'auteur;—Savoir: si, par ledit écrit ou discours, il a provoqué au rétablissement de la royauté en France, ou à l'anéantissement de la république, ou à la dis-

á consecuencia y con motivo de su resistencia, sobreviniere un motin de la naturaleza de los mencionados en los artículos 4, 5 y 6 (P. 210 nota, 216 nota), de la seccion anterior, homicidios ú otros crímenes, dicho funcionario público será responsable de ello, y sufrirá las penas señaladas contra los sediciosos y los autores de los homicidios y demas crímenes que se hubieren cometido.

(130) El antiguo artículo 198, derogado por el artículo 12 de la ley de 28 de Abril de 1832, no difería del texto actual, sino en los párrafos 3 y 4, concebidos como sigue:

"Y si se trata de crímenes que merezcan pena afflictiva, serán condenados, á saber: á reclusion, si el crimen merece la pena de destierro ó de argolla, en cualquiera otro culpable;—á trabajos forzados por tiempo, si el crimen mereciese la pena de reclusion, en cualquiera otro culpable."

(131) El antiguo artículo 200, derogado por el artículo 12 de la ley de 28 de Abril de 1832, no difería del texto actual, sino en el último párrafo concebido así: "Y en la segunda con la deportacion."

(132) DECRETO 7 vendimiario año IV [29 de Setiembre de 1795], sobre el ejercicio y la policía exterior de los cultos.

ART. 22. Todo ministro de un culto que, fuera del recinto del edificio destinado á las ceremonias ó al ejercicio de un culto, lea ó haga leer en una reunion de individuos, que fije ó haga fijar, que distribuya ó haga distribuir un escrito emanado ó anunciado, como emanado de un ministro de culto que no sea residente en la República francesa, ó aun de un ministro de culto residente en Francia, que se diga delegado de otro que no resida en ella, será condenado á seis meses de prision, sea cual fuere el tenor del escrito, y en caso de reincidencia, á dos años.

23. Será condenado á la mortificacion perpetua todo ministro de cultos que cometa alguno de los delitos siguientes; ya por medio de discursos, exhortaciones, predicaciones, invocaciones ú oraciones, en cualquiera idioma que sea; ya leyendo, publicando, fijando, distribuyendo ó haciendo leer, publicar, fijar y distribuir en el recinto del edificio destinado á las ceremonias ó en el exterior, un escrito cuyo autor sea él ú otro cualquiera, á saber: si por medio de otro escrito ó discurso ha provocado al restablecimiento de la monarquía en Francia, á la abolicion de la república ó á la di-

lution de la représentation nationale;—Ou s'il a provoqué au meurtre, ou a excité les défenseurs de la patrie à désertar leurs drapeaux, ou leurs pères et mères à les rapeler;—Ou s'il a blâmé ceux qui voudraient prendre les armes pour le maintien de la constitution républicaine et la défense de la liberté;—Ou s'il a invité des individus à abattre les arbres consacrés à la liberté, à en déposer ou avilir les signes et couleurs;—Ou enfin, s'il a exhorté ou encouragé des personnes quelconques à la trahison ou à la rébellion contre le gouvernement.

(133) ANCIEN ART. 205. Si l'écrit mentionné en l'article précédent contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre qui l'aura publié sera puni de la déportation.—Abrogé, L. 28 avril 1832, art. 12.

(*) Voyez la loi du 9 septembre 1835 sur les cours d'assises (page 725, note).

(134) CODE PENAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. IV.

ART. 1^{er}.—Pr. 785 note.
DÉCR. 22 flor. an II [11 mai 1794], portant qu'un citoyen sera détenu jusqu'à la paix pour désobéissance à la loi.

ART. 2. A l'avenir, les peines portées par les articles 1, 2, 3, 4 et 6 (P. 209-212 et 217 notes) de la IV^e section du titre 1^{er} de la deuxième partie du Code pénal auront lieu, soit que la formule obéissance à la loi ait été prononcée ou non, et seront infligées à quiconque emploiera, même après l'exécution des actes émanés de l'autorité publique, soit des violences, soit des voies de fait pour interrompre cette exécution ou en faire cesser l'effet.

NOTA. Un avis du conseil de l'État, du 8 février 1812, décide que cet article a été abrogé par l'article 384 du Code pénal.

(135) CODE PENAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. I, sect. IV.

ART. 4. Lorsque ladite résistance aura été opposée par un attroupement de plus de quinze personnes, la peine sera de huit années de fers, si la résistance est opposée sans armes; et de seize années de fers, si la résistance est opposée avec armes.

solucion de la representacion nacional; ó si ha provocado al asesinato, ó si ha escitado á los defensores de la patria á desertar de sus banderas, ó á sus padres y madres á que los llamen;—Si ha vituperado á los que quieran tomar las armas para el sostenimiento de la constitucion republicana y la defensa de la libertad;—O si ha invitado á algunos individuos para derribar los árboles consagrados á la libertad, á quitar ó envilecer sus signos y colores;—O en fin, si ha exhortado y alentado á algunas personas cualesquiera, á la traicion ó á la rebelion contra el gobierno.

(133) ANTIQUO ART. 205. Si el escrito mencionado en el artículo anterior, contiene una escitativa directa á la desobediencia á las leyes ú otros actos de la autoridad pública, ó si tiende á sublevar ó armar una parte de los ciudadanos contra la otra, el ministro que lo haya publicado, se castigará con la deportacion.—Derogado, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(*) Vease la ley de 9 de Setiembre de 1835, sobre las córtes de assises (página 725, nota).

(134) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. I, seccion IV.

ART. 1^o.—Pr. 785 nota.
DÉCR. 22 floreal año II [11 de Mayo de 1794], disponiendo que un ciudadano sea detenido hasta la paz, por desobediencia á la ley.

ART. 2. En lo sucesivo, las penas señaladas por los artículos 1, 2, 3, 4 y 6 (P. 209-212 y 217 notas), de la seccion IV, tit. I, de la segunda parte del Código penal, tendrán lugar, sea que la fórmula obediencia á la ley, se haya ó no pronunciado y se aplicarán á cualquiera que empleare aun despues de la ejecucion de los actos emanados de la autoridad pública, ya violencias ó ya vías de hecho para interrumpir esta ejecucion ó hacer cesar su efecto.

NOTA. Una opinion del consejo de Estado de 8 de Febrero de 1812, decide que este artículo ha sido derogado por el artículo 384 del Código penal.

(135) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. II, tit. I, seccion IV.

ART. 4. Cuando dicha resistencia haya sido opuesta por un motin de mas de quince personas, la pena será de ocho años de grillete, si la resistencia ha sido sin armas, y de diez y seis años de la misma pena si la resistencia se ha hecho con armas.